

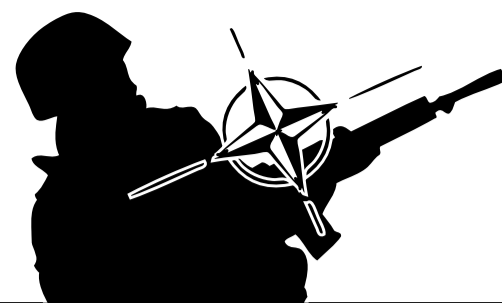
M 04249 - 1 - F: 1,20 €



Welcome est un film poignant et réussi. Il rappelle avec justesse la tragédie que vivent des milliers de sans-papiers, **CULTURE & MÉDIAS PAGE 9**



La solidarité du NPA avec les salariés en lutte suscite la polémique. Mais la **politique** ne s'arrête pas aux portes des **entreprises**. **PARLONS-EN PAGE 10**



Les 3 et 4 avril, à Strasbourg, **l'Otan** fête ses 50 ans. Mobilisons-nous contre le bras armé de l'impérialisme. **ARGUMENTS PAGES 6 & 7**

TOU**T** est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

26 MARS 2009 | N°1 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

APRÈS LE 19 MARS

CAP SUR LA GRÈVE GÉNÉRALE



Paris, jeudi 19 mars. Les étudiants sont dans la rue aux côtés des salariés. MLO

La journée de grève et de manifestations du 19 mars a connu un succès encore plus important que celle du 29 janvier. Il faut maintenant préparer un « tous ensemble », comme aux Antilles, pour faire plier ce gouvernement.



Le 19 mars, le nombre de cortèges et de manifestations a été plus important que le 29 janvier, avec une présence toujours plus importante des salariés du privé, mais également de la jeunesse, des enseignants-chercheurs et des hospitaliers. Le succès de cette journée de grève montre le mécontentement de l'ensemble du monde du travail face à la politique du gouvernement et de Sarkozy qui favorise toujours les plus riches et ne répond en rien aux préoccupations centrales des travailleurs.

Le succès de cette nouvelle journée de grève a rendu muet Sarkozy, et c'est François Fillon qui, le soir même, a dû expliquer qu'il avait entendu les 3 millions de manifestants. Et d'annoncer qu'il maintenait le cap d'une

politique qui sait trouver des dizaines de milliards pour les responsables de la crise et dire aux salariés que les caisses sont vides quand il s'agit d'emploi ou des salaires!

Un tel succès populaire et une telle provocation gouvernementale méritent bien mieux que l'annonce d'une nouvelle réunion des directions syndicales, le 30 mars prochain, pour préparer un 1^{er} Mai revendicatif... Pour que les revendications des salariés de Continental, Fulmen, Goodyear, Sony et autres, soient satisfaites, pour que les luttes dans l'éducation, la santé, à La Poste et dans les services publics, soient victorieuses, il est temps que l'ensemble de la gauche sociale, syndicale et politique, indique le cap d'une mobilisation d'ensemble des salariés et de la jeunesse.

24 heures de grève et de manifestations ne suffiront pas à faire plier le gouvernement et le patronat. Pour interdire les licenciements,

pour augmenter les salaires et faire baisser les prix, seule une grève générale prolongée pourra permettre à nos revendications d'aboutir. Les travailleurs et les peuples de Guadeloupe et de Martinique, en arrachant l'essentiel de leurs revendications au bout de respectivement 44 et 38 jours de grève générale, ont montré que l'on peut non seulement faire reculer le gouvernement et le Medef, mais obtenir satisfaction sur des revendications importantes, comme 200 euros d'augmentation de salaire. La victoire aux Antilles nous montre donc la voie à suivre. Créons partout, dans l'unité, des comités de mobilisation pour définir les revendications unifiant l'ensemble du monde du travail, et préparer les prochaines étapes de la mobilisation. C'est le moment!

Sandra Demarcq, Myriam Duboz

LIRE AUSSI PAGE 3

LICENCIEMENTS

URGENTE INTERDICTION

La déferlante des licenciements frappe de plein fouet le monde du travail. Patronat et gouvernement voudraient faire croire qu'il s'agit là d'une conséquence de la crise à laquelle ils ne peuvent rien. Cyniques mensonges des chantres de l'économie de marché, de la concurrence et du profit ! Leur politique, la prétendue relance, c'est la relance des profits contre les salariés. C'est l'inverse qu'il faut faire. Aux patrons et aux spéculateurs de payer! **LIRE PAGE 4**

ANTILLES

L'HEURE DES BILANS

En Martinique, comme en Guadeloupe, la lutte continue, mais elle est entrée dans une nouvelle étape, celle de la bataille pour l'application des accords signés. C'est aussi l'heure des bilans et de l'ouverture des perspectives. En Martinique, l'accord de « sortie de crise », signé au 38^e jour de grève, prévoit 200 euros d'augmentation des bas salaires et une diminution des prix de 400 articles par enseigne dans la grande distribution. 87 revendications, parmi les 323 qui avaient été avancées par le collectif, devaient encore faire l'objet de négociations d'ici le 27 mars. Ce pourrait alors être la signature du protocole de « fin de conflit ». En Guadeloupe, deux protocoles d'accord ont été signés. Le premier, appelé « Accord Jacques Bino », porte sur les augmentations de salaires et particulièrement sur la question des

200 euros. Il a été signé par le collectif Liyannaj kont pwofitasyon (« Collectif contre l'exploitation outrancière », LKP) et un certain nombre d'organisations patronales, représentant essentiellement les petites et moyennes entreprises. Le deuxième protocole, celui du 4 mars, a été signé par le LKP, l'Etat et les collectivités territoriales. Il porte sur les dix-huit autres points de revendication et il concerne le niveau de vie et le pouvoir d'achat, le logement, les transports, l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi, les droits syndicaux et les libertés syndicales, les services publics, l'agriculture, la pêche, l'aménagement du territoire, la culture dont la reconnaissance et le développement de la langue créole. **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5**

G20 NE PAS LES

LAISSER CONTINUER

Quand les chefs d'Etat les plus puissants au monde se réunissent en compagnie de la Banque centrale européenne, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, les damnés de la terre ont tout lieu d'être inquiets. C'est pour cela que le Forum social mondial a lancé un appel à se mobiliser dans le monde entier, le 28 mars, à l'occasion de la tenue du G20 le 2 avril à Londres. A la tentative dérisoire de ce dernier de lutter contre les excès de la spéculation financière, il s'agira d'opposer les exigences, les revendications portées par les mouvements sociaux partout dans le monde pour une autre répartition des richesses, pour les libertés, contre les guerres et pour la préservation de la planète. En France, des initiatives sont prévues dans plusieurs villes. A Paris, une manifestation est appelée samedi 28 mars, à 14h, place de l'Opéra. **LIRE PAGE 8**



Par François Coustal

UN HEBDO DE COMBAT



Voilà! Moins de deux mois après le congrès de la fondation du Nouveau Parti anticapitaliste, vous avez entre les mains l'hebdomadaire *Tout est à nous!* Il s'agit de l'un des trois piliers du système de communication du NPA, qui comprend également le site Internet (www.npa2009.org) et une revue mensuelle (*Tout est à nous! La revue*), dont le premier numéro paraîtra fin avril. Sa carte de visite? Anticapitaliste, radical, internationaliste, féministe, écologiste. En un mot: solidaire des nombreux combats qui se mènent contre les discriminations et les oppressions. Son objectif? Etre utile à toutes celles et à tous ceux qui veulent se battre contre le mépris et l'arrogance des riches et des puissants, leur fournir des arguments, rendre compte de leurs luttes. Son ambition? Susciter mobilisations contre la dictature du profit et débats pour une autre société.

Le titre de ce nouvel hebdomadaire, nous avons voulu qu'il sonne comme un cri et un défi au vieux monde. Oui, tout est à nous, qui produisons les richesses, et pas à la petite minorité de privilégiés qui les accaparent. Oui, tout est à nous: l'eau, l'air, la terre, les ressources naturelles. Pas aux rapaces tels Suez, Veolia ou Total, qui transforment tout en marchandises et menacent l'avenir de la planète. Oui, tout est à nous, à commencer par nos vies, notre éducation, notre santé. Pas touche, ou alors... ça va péter! Vous vous en doutez: journal engagé dans toutes les résistances, journal militant, *Tout est à nous!* ne pourra compter sur aucune subvention de la part des grands groupes industriels et financiers, ni sur aucune recette publicitaire. Il ne pourra compter que sur votre soutien. Un soutien qu'il est facile de manifester en achetant régulièrement auprès des militants du NPA ou dans les principales Maisons de la presse. Mais, bien sûr, le mieux est encore de s'abonner: vous trouverez plusieurs formules possibles en page 11. Et maintenant, bonne lecture...



27 MARS, IVRY-SUR-SEINE, NPA. Réunion publique « Bilan d'un an de mandat du conseiller municipal Serge Aberdam (élu sur la liste «lvry 100% à gauche») », vendredi 27 mars, Maison de la citoyenneté (au port, 25, rue Jean-Jacques-Rousseau).

27 MARS, LA-TOUR-D'AIGUE, NPA. Réunion publique « Ne les laissons pas tout détruire! », avec Samy Johsua (membre du conseil politique national du NPA), vendredi 27 mars, 19h, salle Philibert.

27 MARS, MAGNY-EN-VEVIN, NPA. Réunion publique, vendredi 27 mars, 20h30, Foyer des anciens (boulevard Dailly, à côté du collège).

27 MARS, DOLE, NPA. Réunion publique « Quelles suites à donner aux actions? Comment le NPA peut-il relayer les mouvements sociaux qui se développent? Comment construire une Europe écologique et sociale? », 20h30, salle des Arquebusiers (avenue de Lahr), rens.: <http://npa-paysdolois.blogspot.com/>

27 MARS, MARSEILLE, AMÉRIQUE LATINE. Conférence-débat autour du livre collectif *Le Volcan latino-américain*, avec Franck Gaudichaud (maître de conférence en civilisation hispano-américaine à l'université de Grenoble 3, membre du bureau national de France-Amérique latine et militant du NPA), dans le cadre des soirées internationalistes du NPA, avec le soutien du Cercle bolivarien de Marseille, vendredi 27 mars, 19h, librairie Paidós (54, cours Julien), rens.: www.npa13.org, contacts@npa13.org, NPA, BP 60070, 13382 Marseille cedex 13.

à noter

28 MARS, MONTREUIL, NPA. Soirée anticapitaliste « Ce n'est pas à nous de payer leur crise », avec repas et soirée festive, samedi 28 mars, de 18h à 19h (tables rondes sur la grève générale dans les DOM-TOM, le 19 mars et après, les luttes dans la jeunesse) et de 19h à 20h (rencontre-débat sur le socialisme du XXI^e siècle avec Daniel Bensaïd), à La Parole errante (7, rue François-Debergue).

28 MARS, CLICHY, NPA. Fête du NPA 92 nord, samedi 28 mars, à partir de 17h, débats (Antilles, Palestine, santé, luttes...), puis après 20h: repas, musique et fête. Salle Marché-Heidenheim (6, place du Marché, M^o Mairie-de-Clichy, bus 54, 174, 274, 340).

28 MARS, PARIS, G20. Manifestation et actions de rue contre le G20, samedi 28 mars, 14 heures, place de l'Opéra.

28 ET 29 MARS, SAINT-DENIS, PALESTINE. Deuxième conférence internationale sur le droit au retour des réfugiés palestiniens, en présence de 60 Palestiniens des camps de réfugiés (Cisjordanie, Liban, Syrie, Gaza), samedi 28 et dimanche 29 mars, Bourse du travail de Saint-Denis.

30 MARS, LE PUY-EN-VELAY, PALESTINE. Projection-débat autour du film de Mohammed Alatar *Iron Wall* et conférence de Julien Salingue, dans le cadre de la soirée de solidarité avec le peuple palestinien, à l'initiative du Collectif 43 de soutien au

peuple palestinien, lundi 30 mars, 20h, centre Roger-Fourneyron.

31 MARS, VAL-DE-REUIL, NPA. Réunion publique pour découvrir, connaître et débattre avec le NPA, organisée par le comité NPA Val-de-Reuil (Eure), mardi 31 mars, 20h30, centre Jacques-Monod (près de la piscine).

31 MARS, MONTREUIL, SANS-PAPIERS. Soirée-débat de soutien aux sans-papiers, avec repas africain, organisée par la CGT avec plusieurs associations et partis, mardi 31 mars, à partir de 19h30 (22h concert), dans les locaux de La Parole errante (9, rue François-Debergue, M^o Croix-de-Chavaux).

31 MARS, HOUILLES, NPA. Meeting « Le Nouveau Parti anticapitaliste est enfin né », avec la participation d'Omar Slaouti (tête de liste NPA en Ile-de-France aux élections européennes), organisé par le NPA de Sartrouville-Houilles, mardi 31 mars, 20h30, salle Michelet (centre-ville, au-dessus de la place Michelet), rens.: npa78nord@gmail.com.

2 AVRIL, MONTREUIL, NPA. Meeting « En France comme aux Antilles pas question de payer leur crise », avec Alex Lollia (membre du LKP), Omar Slaouti (tête de liste NPA aux élections européennes en Ile-de-France), Nsuni Met (infirmière), Emmanuelle Rio (enseignante-chercheuse) et Olivier Besancenot, jeudi 2 avril, 20h, Espace Paris-Est-Montreuil (128, rue de Paris, M^o Robespierre).

2 AVRIL, TALENCE, NPA. Réunion ouverte du comité NPA « Talence à gauche vraiment », jeudi 2 avril, 20h, salle Robespierre.

3 AVRIL, STRASBOURG, EUROPE. Meeting anticapitaliste européen « Pour une Europe de la paix au service des travailleurs et des peuples », avec la participation d'Olivier Besancenot et de représentants de partis et de courants anticapitalistes européens, vendredi 3 avril, 20h30, foyer Lazaret (23, rue du Lazaret, Neudorf).

4 AVRIL, STRASBOURG, OTAN. Manifestation contre l'Otan, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'organisation, samedi 4 avril, 13h, pont de l'Europe (côté français), rens.: www.otan-non.org.

9 AVRIL, VITRY, ANTILLES. Réunion publique « En Guadeloupe et Martinique, ils ont gagné; ici aussi c'est possible », avec Fred Barlagne (Cercasol, Guadeloupe) et Frédéric Constant (GRS, Martinique), jeudi 9 avril, 20h, salle du Château (6, rue Montebello, place du marché).

9 AVRIL, CHOISY-LE-ROI, EAU. Réunion publique « Le scandale de l'eau », avec Jean-Luc Touly (président de l'Association pour un contrat mondial de l'eau), jeudi 9 avril, 20h, salle du Royal (13, avenue Anatole-France, en face de la gare RER).



regards



Eric Soret

NÉGOCIATIONS SOUS PRESSION À LA RÉUNION

L'île de la Réunion a connu, le 19 mars, une nouvelle journée de grève massive. Eric Soret, enseignant, est syndicaliste à la FSU et militant du NPA réunionnais.

Après le succès de la troisième grève générale, le 19 mars, où en est le mouvement?

Notre mobilisation a commencé le 5 février. En un mois, nous avons réussi trois grèves générales massives, le 5 mars, avec 30000 grévistes, le 10 mars, avec 10000 grévistes, et le 19 mars, avec 8000 à 10000 grévistes. Nous sommes aujourd'hui à un moment charnière. La plateforme du Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion (Cospar) comporte 62 revendications relatives à de nombreux domaines. La bataille essentielle porte sur l'augmentation de 200 euros des bas salaires, des minima sociaux, des bourses d'étudiants et des petites retraites ainsi que sur la réduction de 20% de 500 produits de consommation courante. Nous demandons aussi la baisse de l'essence (de 10 centimes) et du gaz (5 euros) ainsi que le gel des loyers des logements sociaux et l'augmentation de l'allocation logement. Aujourd'hui, des avancées ont été arrachées grâce aux mobilisations massives, mais elles restent insuffisantes et aucun accord n'a encore été signé.

Quels sont les points de blocage dans les négociations?

Les discussions entre le Cospar et la préfecture sur la question des prix ont repris lundi 23 mars. Sur les salaires, le pouvoir nous propose un montage financier dans lequel l'Etat verserait 100 euros et le patronat une prime de 1,6 euro par jour, soit 50 euros par mois. Il manque donc 50 euros pour arriver à 200. Les accords Bino, signés en Guadeloupe, ne sont pas transposables à la Réunion car, ici, les collectivités territoriales ne veulent pas participer au montage financier.

Nous nous battons aussi pour que l'accord sur les salaires soit pérenne au-delà de trois ans. Nous demandons que la part patronale vienne remplacer la part de l'Etat au bout de trois ans pour que ces augmentations correspondent totalement à des augmentations de salaire. Le préfet estime que l'effort de l'Etat, 100 millions sur les bas salaires, est déjà « un beau cadeau ». Il n'est pourtant que la traduction à la Réunion de l'application du RSA partout en France. La responsabilité de l'Etat est totalement engagée sur la question des minima sociaux et les réponses apportées sont aujourd'hui insuffisantes: 31000 petites retraites, 68000 Rmistés, 13000 parents isolés, 8500 handicapés attendent que leur situation s'améliore dès maintenant. En ce qui concerne la baisse des prix, la grande distribution fait tout pour faire traîner les négociations. Leur dernière proposition est une liste de 80 produits avec des réductions allant de 5 à 14%. Nous sommes

loin de notre demande de 20% sur 500 produits et nous avons donc décidé de continuer nos opérations coup-de-poing contre les grandes surfaces et de consulter les Réunionnais sur la liste des produits à baisser. Pour donner une idée des profits des grandes distributions et des gros importateurs, il faut savoir, par exemple, qu'un petit pot alimentaire pour bébé coûte à la Réunion deux fois plus cher qu'en métropole.

Ces revendications correspondent à une situation sociale profondément dégradée. Aucun autre département français ne compte autant de chômeurs, de Rmistés, de bénéficiaires de la CMU, de jeunes sur le carreau et de personnes âgées sans ressources. Si la Corréze ou les Midi-Pyrénées étaient dans notre cas, un plan national de sauvetage aurait été décidé comme pour le nord de la France au moment de la crise de la sidérurgie. La misère serait-elle moins pénible au soleil?

Quelles sont les perspectives et les actions envisagées?

La venue du Premier ministre, François Fillon, à la Réunion, dans le cadre des états généraux de l'Outre-mer sera évidemment un temps fort en ligne de mire de notre mobilisation. Nous mettons actuellement en place des comités locaux du Cospar pour être au plus près de la population. Mais nous avons aussi conscience de ne pas être, du point de vue du niveau de la mobilisation, dans la même problématique que la Guadeloupe. Nous partons des mesures d'urgence, qui sont très bien soutenues dans un pays où 52% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, deux habitants sur dix perçoivent le RMI et où le chômage touche 33% de la population active. La population attend des réponses concrètes. Si l'Etat et les patrons s'y refusent, il ne nous reste que la rue, la grève et, pour certains, la révolte. L'unité et la détermination du Cospar sont intactes.





19 MARS DU JAMAIS VU, MAIS ENSUITE ?

Nous synthétisons ici des comptes rendus du 19 mars envoyés par nos correspondants locaux.

Même la police le dit : les manifestations du 19 mars étaient plus fortes que celles du 29 janvier. Parfois, il n'y a pas de référence de comparaison : du jamais vu. «Plus que 1968», dit-on à Nantes. Le décompte est plus facile à faire dans les villes petites ou moyennes. Ainsi, dans l'Aisne : 7000 à Saint-Quentin (contre 5000 le 29), 5000 à Soissons (contre 3500), 500 personnes en plus à Château-Thierry, etc. Si on transposait sur la France entière le nombre de manifestants du Puy-en-Velay (Haute Loire), on compterait 6 millions de personnes dans la rue ! Les grèves restent élevées dans les secteurs publics, mais elles fléchissent. Ainsi, au ministère des Finances, 5 à 6 points de moins. Mais c'est logique : le 19 mars n'était pas perçu dans ces secteurs grévistes comme un «plus» dans une stratégie syndicale lisible. En revanche, les entreprises privées habituellement peu mobilisées,

les précaires de toutes sortes (intérimaires, jeunes embauchés...), et les salariés sous la menace de licenciements imminents, ont organisé ou renforcé leurs premiers pas dans la grève et l'organisation de manifestation. Des intersyndicales sont apparues (Leroy Merlin-Bordeaux, BHV-Paris). En Bretagne, les entreprises surexploitées de l'agro-alimentaire sont là : Bonduelle, Hénaff, Jean Caby, Socopa (Quimper). Au total, plein de noms d'entreprises que le mouvement ouvrier n'avait pas souvent ou jamais vu dans la rue depuis longtemps. Ce qui produit, à l'évidence, une proximité nouvelle public-privé, une mise en commun, une expérience partagée, devant la même crise globale. C'est une journée du peuple en révolte : au guichet de La Poste, les usagers font des clins d'œil de connivence : on est tous ensemble «contre l'autre» (Sarkozy), qui prétend tout régenter. Un «effet Guadeloupe» est également visible, avec la propagation

de revendications salariales plus concrètes que la plateforme nationale. A Montbard (Côte-d'Or), «l'intersyndicale locale a repris les 300 euros». A Nantes, «des slogans faisaient référence à la Guadeloupe, à la grève générale, "et 1 et 2 et 300 euros"». Au Puy-en-Velay (Haute-Loire), c'est l'intersyndicale départementale qui relaie les 200 euros, après un travail de longue haleine (lire ci-dessous). Partout évidemment, l'antisarkozysme est une trame unifiante. Avec de vieilles chansons révolutionnaires imageant la tête du président au bout d'une pique (union locale CGT de Coulommiers), avec le «Casse toi, pov'con» collé sur toutes les poitrines (de la CGT à la CFTC). Avec la présence des partis de gauche, avec un PS visible, avec des débats sur le Front de gauche (du PCF et du Parti de gauche) et avec un jeune NPA bien accueilli (on démarre à quinze à Roussillon, on finit à 50!), souvent en symbiose avec les secteurs combattifs.

Contrastant avec la douche froide du communiqué intersyndical national du lendemain, le débat sur les suites commence à se traduire par des initiatives syndicales de terrain, qui chercheront à se développer. A Pont-Audemer (Eure), un «collectif interprofessionnel», réunissant syndiqués et non syndiqués de toutes organisations et de tous secteurs, s'adresse aux confédérations et fédérations : «Nous n'accepterons pas une journée sans lendemain.» A Brest, Solidaires avait prévu saucisses et merguez pour une assemblée générale en pleine rue après la manifestation : 300 personnes ont discuté pendant deux heures. A Marseille, une «convergence syndicale 13» (avec des CGT, SUD et FSU) se met sur pied. A Pessac (Gironde), le NPA propose un collectif militant associant syndicats, associations, partis.

Dominique Mezzi

PERSPECTIVES UNE NOUVELLE JOURNÉE, VITE!

Malgré le succès du 29 janvier, le gouvernement ignore les revendications des travailleurs. Et les directions syndicales, quant à elles, attendent le 30 mars pour se revoir...

AVEC 3 millions de manifestants, la mobilisation du 19 mars a été plus importante que celle du 29 janvier montrant ainsi que les salariés, la jeunesse mais aussi les retraités et les précaires ne voulaient pas payer la crise du capitalisme. Comme le 29 janvier dernier mais en un peu plus fort, de nombreux salariés du privé de petites ou grandes entreprises étaient présents ainsi que les enseignants-chercheurs et les salariés du secteur de la santé... Tous et toutes revendiquant l'arrêt des licenciements et des suppressions de postes et une augmentation des salaires. Bref, 3 millions de personnes exigeant que le gouvernement change de cap et arrête de diriger pour une minorité.

Mais celui-ci continue dans la provocation et fait la sourde oreille. Sarkozy est resté pratiquement muet, en disant qu'il «n'était pas impressionné». Avec François Fillon, ils ont décidé de continuer, sans rien changer, leur politique au service du patronat et des plus riches.

C'est une insulte à celles et ceux qui sont descendus dans la rue, une provocation vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses qui subissent le coût des licenciements et de la vie chère. La rue, tant méprisée par le pouvoir, doit relever le défi posé par Sarkozy, le défi de l'épreuve de force.

Dans cette situation, l'attente des directions syndicales, qui ont décidé de ne pas donner un prolongement rapide à cette journée et de se fixer rendez-vous le 30 mars prochain, ne répond pas non plus à la volonté des millions de salariés. Cette volonté qui s'est largement manifestée lors de nombreuses assemblées générales, réunions de collectifs de militants ou appels de syndicalistes unitaires, au soir de cette formidable journée, pour demander un plan d'action et de perspectives immédiates afin d'élargir encore la mobilisation.

Alors que les plans de licenciements se multiplient, que la situation s'aggrave pour la majorité de la population, il faut une nouvelle date de grève et de manifestations, le plus vite possible! Personne ne comprendrait, après les succès des deux dernières journées, l'absence d'un calendrier offensif. Seule la généralisation des grèves et des manifestations, la nécessité d'un mouvement social prolongé feront reculer le pouvoir. Ensemble, nous pouvons obtenir 300 euros net pour tous, l'interdiction des licenciements, l'arrêt de la suppression des postes dans la fonction publique et la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. A condition d'être unis.

Sandra Demarcq



Cherbourg, jeudi 19 mars 2009. 18 000 personnes ont manifesté dans la ville. FRANCK HOULGATTE

et aussi

UN 19 MARS RÉUSSI AU HAVRE. On a compté près de 35000 manifestants dans la ville, qui a vu défiler des cortèges massifs, notamment dans le privé. L'assemblée générale de la CGT qui a suivi a adopté une motion en faveur de la grève générale reconductible jusqu'à satisfaction des revendications. L'expérience antillaise apparaît de plus en plus comme un exemple dont on doit s'inspirer. Le collectif unitaire, qui rassemble 29 organisations (syndicats, partis, associations), doit aujourd'hui enrichir sa plateforme commune, afin d'être en mesure de construire le rapport de forces sur un contenu précis. De ce point de vue, la reprise par la CGT de la revendication des 200 euros pour tous, au côté de l'arrêt de tous les licenciements, témoigne des évolutions en cours. Cependant, rien ne garantit que cette large unité persiste : certaines organisations se sont retirées (CGC), d'autres n'ont pas participé à l'AG interprofessionnelle qui a suivi les assemblées générales par syndicat ou par secteur (FO, par exemple). D'autres, enfin, ne participent pas ou très peu aux réunions unitaires. Prochaine réunion unitaire, le 30 mars...

200 EUROS POUR TOUS. De la Roumanie (Dacia) à la Guadeloupe, en passant par la Haute-Loire, la revendication s'affiche. C'est lors de la préparation d'une action pour le passage du Tour de France en Haute-Loire que l'union départementale CGT 43 a unanimement décidé de reprendre une revendication chiffrée. Au mois de septembre, les salariés d'une boîte de traitement des métaux du département s'en sont emparé. 96 salariés sur 106 ont effectué huit jours de grève et ils ont gagné 200 euros brut pour les bas salaires, ce qui, dans la période, était une réelle victoire. L'appel intersyndical signé par les huit organisations départementales a repris la revendication des 200 euros. Le 19 mars, 25000 personnes ont manifesté au Puy-en-Velay pour réclamer «200 euros pour tous, tout de suite», et dire «Sarko et Wauquiez, son ministre du chômage, qu'ils dégaient».

CONTRE LA LOI BACHELOT : MAINTENANT OU JAMAIS! L'Assemblée nationale a adopté, le 18 mars, en première lecture, le projet de loi Bachelot sur la santé. Les seuls amendements significatifs

ont été apportés par des lobbies bien en cour auprès de l'UMP (vente d'alcool maintenue dans les stations-service entre 8 heures et 18 heures; aucune mesure de contrainte immédiate pour l'installation des médecins libéraux...). La privatisation de l'hôpital, au cœur du projet, reste. Le Sénat examinera le texte, à partir du 12 mai. La mobilisation interprofessionnelle et citoyenne doit passer à une étape supérieure.

SAUVER LES ARCHIVES. A l'initiative de l'intersyndicale (CFDT, CFTC, CGT) des archives de France, un appel a été lancé pour sauver les Archives nationales, créées en 1790 et menacées aujourd'hui par une décision, inspirée par des critères strictement comptables et budgétaires, qui supprime purement et simplement la direction nationale des Archives. Il est possible de le signer sur les sites des fédérations de la culture des organisations syndicales.



Brest, le 19 mars. DREAM



BOUCLIER FISCAL TRÈS CHERS AMIS

Le bouclier fiscal fait tousser y compris à l'UMP.

DEPUIS quelques jours, des propositions pour atténuer les effets du bouclier fiscal ou pour le suspendre temporairement ont été agitées par certains parlementaires de la majorité. Mais, très vite, le verdict élyséen est tombé : pas question de toucher à cette mesure emblématique, qui fut l'une des premières du quinquennat, prise en urgence dès l'élection de Nicolas Sarkozy.

Ce dispositif pose en principe qu'aucun contribuable ne doit reverser au fisc plus de 50% de ses revenus, en cumulant toutes les formes d'imposition, impôt sur la fortune (ISF) compris. En fait, c'est bien l'ISF qui, depuis toujours, est dans le collimateur des libéraux. Simple- ment, ils ont retenu les leçons de l'histoire : pas question de reproduire l'erreur du gouvernement Chirac qui, en 1987, avait purement et simplement supprimé l'impôt sur les grandes fortunes (IGF, ancêtre de l'ISF). Une décision impopulaire qui, l'année suivante, avait pesé dans l'échec de Chirac à l'élection présidentielle. Aussi, Sarkozy a-t-il abandonné l'idée de supprimer l'ISF, préférant se contenter de le vider progressivement de son contenu. D'où le fameux bouclier fiscal... L'argumentation officielle est qu'en France, pour les gens fortunés, la pression fiscale est tellement forte qu'elle les pousse à s'expatrier. En réalité, le rendement de l'ISF est très faible : à peu près l'équivalent de la redevance télé. Cela est dû à son faible taux mais, surtout, au fait que l'essentiel des richesses - à savoir la propriété des entreprises ou, pour employer un gros mot, le capital - n'entre pas dans l'assiette de l'ISF. Malheureusement pour le gouvernement, le premier bilan du bouclier fiscal qui vient d'être publié est sans ambiguïté. L'élément le plus spectaculaire peut être résumé ainsi : 834 personnes, représentant 6% des bénéficiaires du bouclier fiscal, ont reçu du fisc un chèque de remboursement dont la valeur moyenne est de 368000 euros par contribuable ! A ces chiffres extravagants, il faut ajouter que, s'agissant du remboursement conséquent d'un « trop perçu » d'impôts, ces heureux gagnants du loto fiscal sarkozien sont, par définition, des riches. En fait, des très riches ! Puisque chacun d'entre eux bénéficie d'un patrimoine de plus de 15 millions d'euros... Comme le dit l'inénarrable Jean-François Copé : « Surtout en période de crise, on a besoin de gens fortunés... »

Pour des millions de salariés, de précaires, de chômeurs, la crise, c'est surtout un pouvoir d'achat en chute libre et des services publics de moins en moins accessibles alors qu'ils sont justement de plus en plus indispensables. Mais, entre l'extension de services publics de qualité financés par l'impôt et la multiplication des cadeaux fiscaux à ses amis les riches, ce gouvernement a depuis longtemps choisi. A l'exact opposé de cette politique, une révolution fiscale s'impose, avec retour à la progressivité de l'impôt et taxation réelle des profits et des fortunes. Et, surtout, du capital.

François Coustal

E « Est-ce que nous, patrons de PME, patrons de grandes entreprises, nous avons une responsabilité dans cette crise ? Non, aucune. [...] Arrêtons de désigner des boucs émissaires. » Voilà comment, il y a quelques jours, la patronne du Medef, Laurence Parisot, laissait éclater une feinte indignation. Par cette déclaration cynique, Parisot ne faisait que répondre à la lettre, pourtant bien insignifiante, que lui avaient adressée les ministres du Travail et de l'Economie, Brice Hortefeux et Christine Lagarde, pour conseiller au Medef de revoir les rémunérations des dirigeants d'entreprises, en particulier de celles ayant bénéficié des largesses de l'Etat à la faveur de la crise. Ces recommandations vertueuses n'avaient pas empêché, d'ailleurs, la Société générale, qui a reçu une première enveloppe, peut-être suivie d'une autre, de 1,7 milliard d'euros de prêts de l'Etat, d'accorder, dans un premier temps, 0,06% de son capital en stock-options à quatre de ses dirigeants. Mais la dirigeante du Medef sait qu'elle doit attaquer, alors que s'impose, avec de plus en plus de force, la vérité. Non seulement ce sont bien les trusts qui sont responsables de l'explosion du chômage, des 90200 chômeurs supplémentaires en janvier et

280000 dans les six derniers mois, mais les plans de relance du gouvernement sont bien incapables de soulager ce drame insupportable du chômage. Loin d'enrayer la crise, ils ne font que l'aggraver en subventionnant à fonds perdus le grand patronat. En 2009, l'Insee prévoit de 375000 à 454000 chômeurs supplémentaires, et c'est sans doute un minimum, l'institut de statistiques ayant depuis révisé à la baisse le recul du PIB (-2,9%). Avec un sens aigu des intérêts de sa classe, Laurence Parisot voudrait inciter les travailleurs à accepter comme une fatalité les plans sociaux et les licenciements par lesquels, en réalité, les trusts leur font payer la crise et s'emploient à sauvegarder leurs profits.

A voir les réactions des salariés de Sony, dans les Landes, de Continental dans l'Oise, d'Amora, à Dijon, ou de bien d'autres entreprises, qui ont manifesté leur révolte ces dernières semaines, les mensonges du patronat et du gouvernement ne trompent pas. Reste que les mobilisations contre les licenciements sont encore dispersées faute d'une perspective de lutte d'ensemble que se refusent à donner les directions des confédérations syndicales. La riposte a besoin, pour s'organiser,

de perspectives claires, et de la conviction que la seule légitimité est du côté des travailleurs, hier exploités, précarisés, aujourd'hui jetés à la rue, que ce sont eux qui créent les richesses qu'accaparent les gros actionnaires des grands groupes industriels et financiers.

Les grandes entreprises cotées au CAC 40 ont publié leurs bénéfices de 2008, qui s'élèvent à la somme faramineuse de 58,41 milliards d'euros. C'est certes beaucoup moins qu'en 2007, où ils avaient atteint les 100 milliards d'euros, mais, pour compenser la dépréciation des actions en Bourse, les dirigeants des multinationales ont décidé d'accorder à leurs actionnaires plus de dividendes encore, proportionnellement, qu'en 2007, soit les deux tiers de ces profits, 37,55 milliards d'euros (contre 41 milliards en 2007).

La question clé dans la situation actuelle est de savoir qui est responsable de la crise et qui va la payer. C'est pourquoi l'exigence de l'interdiction des licenciements est essentielle. Interdire les licenciements et diminuer le temps de travail jusqu'à pouvoir embaucher avec un emploi stable et correctement payé - à 1500 euros net minimum - toutes celles et tous ceux qui sont au chômage, c'est tout à fait possible, c'est avant tout une question de rapport de forces. C'est cette conscience qui est aujourd'hui en train de mûrir dans le pays, et que nous voulons renforcer, afin de préparer le mouvement d'ensemble nécessaire pour imposer l'interdiction des licenciements et la faire appliquer dans les faits.

Galia Trépère



et aussi



CONTINENTAL. Crise ou pas, pour maintenir leurs profits, les patrons sont prêts à faire avaler n'importe quelle couleuvre aux travailleurs. C'est le cas dans l'automobile, notamment dans les usines de pneus. En effet, les annonces de suppressions d'emplois y sont nombreuses. Le cas de l'usine de Clairoix (Oise) est frappant. Après avoir subi un chantage patronal, en septembre 2007, l'usine passait de 35 heures à 40 heures hebdomadaires pour « sauver l'emploi », bien évidemment. Quelques mois après, c'est la douche froide, puisque les patrons annoncent que l'usine doit fermer, licenciant ainsi 1150 salariés. Le cas n'est pas isolé. A Dunlop-Amiens aussi, le travail est passé en 4x8 il y a un an alors que, dans l'usine voisine, Goodyear-Amiens, les salariés avaient mené une grève exemplaire contre ce chantage. Au final, céder face au patronat pour le passage aux 40 heures ne garantit en rien l'emploi et, au contraire, désarme les salariés pour les grèves à venir. Bien que pleurant sur ses « résultats en baisse », Continental a réalisé 27 millions de profits en 2008. A Clairoix comme à Hanovre (Allemagne), il faut interdire les licenciements de Continental.



et aussi

ANTILLES
SUITE DE LA PAGE 1

LICENCIEMENTS. Le groupe chimique étatsunien Celanese a décidé de fermer son site de Pardies (Pyrénées-Atlantiques, 350 salariés), car il juge qu'il n'est « plus viable économiquement ». La fermeture interviendra ou dans sept mois, en cas de calme social, ou dans trois mois, en cas de mouvements sociaux. Licenciement et maître chanteur à la fois.

LICENCIEMENTS ET PARACHUTE. En décembre dernier, Valeo, entreprise de sous-traitance dans le secteur automobile, annonçait 5000 suppressions d'emplois dans le monde, dont 1600 en France. Fin février, l'Etat, par le biais du fonds stratégique d'investissement qu'il a récemment créé, a injecté 19 millions d'euros et pris 8 % du capital de l'entreprise, qui a enregistré 207 millions d'euros de perte. Aujourd'hui, on apprend que son PDG va

quitter l'entreprise avec une indemnité de 3,2 millions. Cherchez l'erreur!

TRANSPORTS ROUTIERS. Il y a dix ans, un incendie dans le tunnel du Mont-Blanc entraînait la mort de 39 personnes. Depuis, si d'importants travaux ont été réalisés pour la sécurité des tunnels en cas d'accident, il subsiste encore de très nombreux points noirs, comme le tunnel du Fréjus, celui de la Défense ou des Halles à Paris. Mais tirer les véritables leçons de ce drame, alors que tout le monde sait que le transport routier est le moins sûr et le plus polluant, aurait consisté à rééquilibrer les divers modes de transport des marchandises, notamment en faveur du fret ferroviaire. Or, de 2003 à 2008, la part de celui-ci est passée de 14% à 11,4%, conséquence de la politique de rentabilisation de la SNCF

et du sous-investissement de l'Etat dans les infrastructures ferroviaires.

ARRESTATIONS. Nous avons eu droit, à la fin de la manifestation du 19 mars à Paris – mais aussi dans d'autres villes, comme Saint-Nazaire –, à une illustration des méthodes policières employées par Sarkozy, dont le but est de dissuader, notamment les jeunes, de participer à des manifestations. 300 personnes ont été arrêtées avec, à la clé, 49 mises en examen pour de douteuses accusations de violences ou d'injures aux forces de l'ordre. Il suffit d'être là, au moment où les flics décident de procéder à d'arbitraires arrestations, pour se retrouver avec un procès sur le dos.

S'agissant de l'« accord Jacques Bino », il fait, encore aujourd'hui, l'objet de nombreuses luttes pour le faire appliquer: poursuite ou reprise de la grève, démarrage de nouvelles grèves, manifestations populaires. Petit à petit, il entre en vigueur entreprise par entreprise, y compris les grandes. Seul demeure un petit groupe d'irréductibles. L'Etat devrait, plus tard, par voie parlementaire, procéder à une extension à toutes les entreprises, mais les travailleurs guadeloupéens savent bien que ce n'est que par leur lutte qu'ils l'obtiendront et qu'il vaut mieux ne pas attendre.

D'autant que les réticences sont de plus en plus perceptibles du côté de l'Etat pour respecter ses engagements. On assiste même à une véritable levée de boucliers contre le préambule de l'accord, qui acte notamment « que la situation économique et sociale actuelle existant en Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation [...] que cette économie s'appuie sur des rentes de situation de monopole, des abus de positions dominantes qui génèrent des injustices ».

Ce qui vient de se passer aux Antilles, et tout particulièrement en Guadeloupe, ce n'est donc pas simplement un puissant mouvement revendicatif pour de meilleures rémunérations et de meilleures conditions de vie, c'est un mouvement vers une remise en cause fondamentale du système colonial et une nouvelle société, « post-capitaliste », comme le déclare le « Manifeste des neuf intellectuels antillais ».

« Il faut bien voir, dit de son côté Rosan Mounien, ancien secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe, que le mouvement qui s'est fait, est un mouvement de fond. Il a provoqué une prise de conscience des Guadeloupéens et un changement de comportement. »

Le pouvoir et le Medef en ont pris conscience également, comme ils ont pris conscience du « danger de contagion », du risque que devienne évidente la preuve qu'on pouvait se passer d'eux. La campagne qui vise Elie Domota et cherche à criminaliser le LKP a pour objectif de remettre en cause l'accord Bino, particulièrement son préambule, d'en empêcher l'extension et d'effrayer ceux qui, ailleurs, seraient tentés de prendre exemple sur le LKP. Une plateforme revendicative, sociale et politique, regroupant les organisations syndicales, des partis et groupes politiques, des associations sociales et culturelles, ne se limitant pas à des revendications économiques, la préparation et le déclenchement de la grève générale. Il s'agit, à l'évidence, d'une forte source de réflexion et d'inspiration.

Alain Castan



Paris, le 10 mars 2009. Etudiants suivant un cours dans la gare de Lyon pour sensibiliser l'opinion aux revendications du mouvement. FRANCK HOULGATTE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE LA LUTTE CONTINUE

La mobilisation qui secoue le milieu l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) depuis deux mois est historique. Les faux reculs du gouvernement n'y changent rien.

Deux mois se sont écoulés depuis la première coordination nationale des universités (CNU) qui, face aux projets des ministres de l'Education nationale, Xavier Darcos, et de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, appelait à une « grève totale, reconductible et illimitée » dans les universités. La grève est entrée dans sa huitième semaine et la mobilisation ne faiblit pas, malgré les récentes annonces des deux ministres sur le décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs (EC) et sur la contre-réforme de la formation et du recrutement des enseignants (« masterisation »). Ces annonces, fruits de la mobilisation, ne sont pas encore des victoires. La réécriture du décret

sur le statut des EC maintient les points de blocage: recrutement et attribution des services des EC à la discrétion des présidents d'université, aucune garantie que les heures effectuées au-delà du service normal seront rémunérées... Concernant la « masterisation », Darcos parle d'un « report » qui ne change pas la logique de la contre-réforme: mise en place d'un « master d'enseignement » annonçant la mort du recrutement par concours cadré nationalement, allongement de la durée d'études non-rémunérées, baisse de la qualité de la formation...

Ces reculs apparents n'auront pas raison du mouvement, qui s'oppose à une politique globale: réduction des budgets, mise en concurrence des universités, marchandisation des savoirs,

précarisation des personnels, accroissement des inégalités entre étudiants... C'est ce qui permet de comprendre pourquoi, dès la deuxième CNU, était adopté le slogan « Le savoir n'est pas une marchandise, l'université n'est pas une entreprise! », et pourquoi l'ensemble des secteurs de l'ESR (étudiants, doctorants, enseignants-chercheurs, chercheurs, personnels non-enseignants...) est mobilisé.

Manifestations réunissant des dizaines de milliers de personnes, actions « coup de poing » comme la récente occupation de Science po par des étudiants et enseignants de Paris 8, lectures publiques de *La Princesse de Clèves* (ouvrage décrié par Sarkozy), cours « hors les murs », distributions de tracts sur les marchés, devant les écoles, les

collèges et les lycées: impossible de lister toutes les initiatives et leur diversité.

Les formes prises par la mobilisation indiquent que le mouvement arrive à combiner radicalité sur la forme, fermeté sur le fond (revendication de l'abrogation de la loi LRU votée en 2007, exigence d'un réengagement massif de l'Etat et d'un plan de création de postes statutaires), et volonté d'élargissement, en appelant à des journées d'action « de la maternelle à l'université » ou en prenant toute sa place le 19 mars. Ce qui permet, malgré l'autisme du gouvernement, d'être confiant quant aux suites de la mobilisation. A condition que d'autres secteurs la rejoignent...

Julien Salingue



Pointe-à-pitre, le 24 janvier 2009. 25000 personnes manifestent à l'appel du LKP. FREDERIC GIRCOUR

L'OTAN

et se

LE 17 mars, l'Assemblée nationale a voté, par 329 voix contre 238, la confiance au gouvernement sur sa politique étrangère et le retour complet de la France dans le commandement intégré de l'Otan. Vote sans surprise après un faux et terne débat entre Fillon vantant une France «alliée mais pas vassale, fidèle mais insoumise» et Fabius vantant l'indépendance nationale et la défense européenne... Faux débat car, à aucun moment, les véritables enjeux de la politique extérieure n'ont été ni énoncés ni contestés, pas plus que le rôle de l'Otan.

«La France sait aussi qui sont ses alliés et qui sont ses amis: nos amis et nos alliés, c'est d'abord la famille occidentale», avait déclaré Sarkozy pour justifier sa décision négociée avec les Etats-Unis avant même le débat parlementaire. Il reprenait ainsi à son compte l'idée aurore colonialiste du «choc des civilisations». Cette famille, c'est celle des grandes puissances impérialistes qui dirigent l'Otan, instrument politique et militaire de leur domination sur le monde au service des multinationales. Le sommet de Strasbourg et de Kehl, les 3 et 4 avril, sera pour elles l'occasion de proclamer à la face du monde leur stratégie. La défense de «la famille occidentale», «la guerre contre le terrorisme» sont les piétements et cyniques justifications de cette politique expansionniste et dominatrice. Nous serons à Strasbourg, en état de siège pour la circonstance, afin de dénoncer cette politique qui nie le droit des peuples, dilapide des milliards dans les guerres, à l'heure où les classes populaires paient les frais de la crise capitaliste.

1
UN

INSTRUMENT IMPÉRIALISTE

Dès sa fondation, le 4 avril 1949 au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), qui regroupe alors douze Etats, fait partie, avec le plan Marshall et l'ONU, des instruments dont se dotent les Etats-Unis dans le cadre de leur projet mondial d'hégémonie. Son premier objectif sera d'impliquer les Etats d'Europe de l'Ouest. Il s'agit, au nom de la «défense du monde libre» et de la lutte contre l'URSS, d'imposer un rapport de forces avec le bloc dit des pays de l'Est et cela bien avant que ceux-ci ne se regroupent, six ans plus tard, au sein du Pacte de Varsovie. Tout au long de la guerre froide, l'Otan ne cessera de provoquer une course aux armements insensée, dont l'apogée sera, en 1979, le déploiement en Europe de missiles nucléaires Pershing. Cette page de l'histoire sera définitivement tournée en 1989, avec la fin de l'Union soviétique, la décomposition du Bloc de l'Est et la dissolution du Pacte de Varsovie.

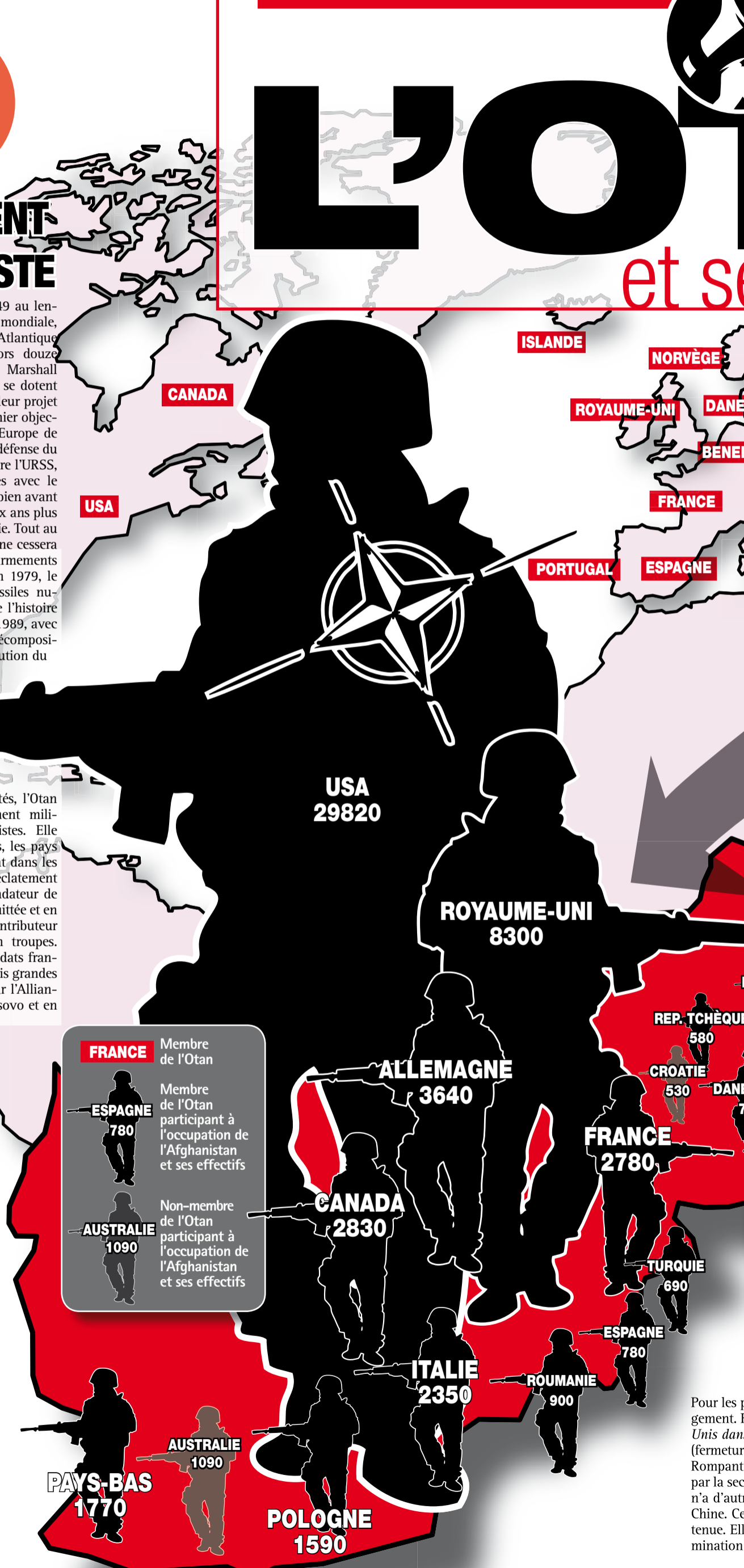
Loin de mettre fin à ses activités, l'Otan affirme sa vocation d'instrument militaire des puissances impérialistes. Elle intègre, les uns après les autres, les pays de l'Est et intervient directement dans les conflits armés qui ont suivi l'éclatement de la Yougoslavie. Membre fondateur de l'Otan, la France ne l'a jamais quittée et en est aujourd'hui le quatrième contributeur budgétaire et le cinquième en troupes. Depuis 1995, des milliers de soldats français ont été engagés dans les trois grandes opérations militaires menées par l'Alliance atlantique, en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan.

2 LE PILIER DE LA GUERRE EN AFGHANISTAN

L'Otan, loin d'être une «alliance de défense», comme le prétend François Fillon, est bien un instrument du militarisme. La guerre en Afghanistan, ce borbier dans lequel s'enlisent ses soldats, en est la démonstration. L'objectif de l'opération «Liberté immuable» n'est ni la paix, ni la démocratie, ni la liberté, encore moins la fin du terrorisme qu'elle alimente tous les jours. Il s'agit bien de faire de

l'Afghanistan une base militaire des grandes puissances dans le cadre des luttes d'influence internationale. Le pays est devenu le principal théâtre des rapports de forces internationaux, face à la Russie, la Chine et l'Iran. Obama l'a souligné, durant sa campagne électorale: il souhaite en finir avec la guerre en Irak pour concentrer les forces en Afghanistan, où il a d'ores et déjà envoyé 17 000 soldats supplémentaires. 2 800 soldats français y sont engagés. L'accentuation de l'effort militaire est devenue un enjeu diplomatique entre les Etats-Unis et les autres alliés de l'Otan.

Loin d'instaurer la démocratie, les grandes puissances ont mis en place un pouvoir fantôme et livré le pays aux seigneurs de guerre. Le sort des femmes a empiré. A l'oppression féodale, s'ajoutent les souffrances de la guerre. L'aide à la reconstruction est, pour l'essentiel, détournée dans la corruption qui gagne jusqu'aux sommets de l'Etat. L'économie la plus florissante est celle du pavot. Et, aujourd'hui, les troupes d'occupation sont prêtes à négocier avec les talibans qui l'accepteraient. Aucun argument ne justifie le maintien des troupes d'occupation, bien au contraire. Il n'y aura d'issue pour les peuples d'Afghanistan qu'avec la fin de l'oppression impérialiste.



Pour les p...
gement. E...
Unis dan...
(fermetur...
Rompan...
par la sec...
n'a d'autr...
Chine. Ce...
tenue. Ell...
mination

OTAN es sales guerres



Le cinquantième anniversaire de l'Otan, fêté en grandes pompes les 3 et 4 avril à Strasbourg, doit être l'occasion de se mobiliser contre l'un des instruments clés de la domination des grandes puissances.



Meeting anticapitaliste européen

VENDREDI 3 AVRIL, 20H30, à Strasbourg

(FOYER LAZARET, 23, RUE DU LAZARET)

Avec la participation d'Olivier Besancenot et de représentants de partis et courants anticapitalistes européens

Le NPA se retrouve dans son combat internationaliste avec d'autres courants anticapitalistes européens.

Nous voulons ensemble nous engager dans la construction d'un pôle anticapitaliste qui s'appuie sur les mobilisations populaires, qui défend une Europe au service des travailleurs et des peuples, qui lutte pour le socialisme.



5 L'ATLANTIQUE... JUSQU'AU MOYEN-ORIENT?

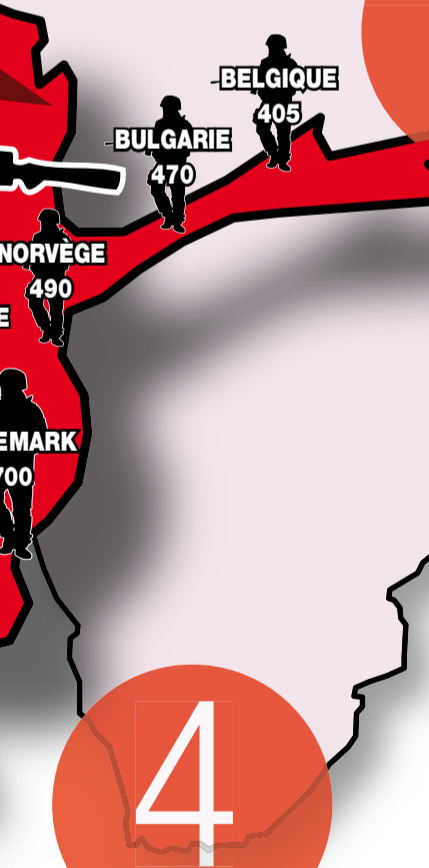
Les relations de l'Otan avec l'Etat d'Israël, pour le moins éloigné de ce qui est censé être le théâtre des opérations de l'Alliance atlantique, sont une brutale démonstration de ses visées expansionnistes. Tzipi Livni, ex-ministre des Affaires étrangères d'Israël, déclarait juste avant d'engager l'agression cyniquement appelée «Plomb durci» contre la Bande de Gaza, en décembre 2008: «L'Otan et Israël sont des partenaires naturels et des alliés stratégiques. La civilisation occidentale et la communauté atlantique, que défend l'Otan, sont l'habitat naturel d'Israël.» On est loin de la géographie, mais bien dans la géostratégie des grandes puissances, dont Israël est, depuis sa construction, un avant-poste au Moyen-Orient et dans le monde arabe. A partir de 2001, débute la collaboration directe de l'Otan avec Israël, par un accord portant sur la sécurité et l'échange d'informations. En 2005, l'Otan et l'armée israélienne organisent des manœuvres navales dans les eaux nationales israéliennes. En 2006, Israël obtient le statut d'observateur permanent au sein de l'Otan. Ces liens militaires ont accompagné le développement d'une coopération économique, en particulier dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. Pour les Etats-Unis et l'Europe, Gaza et la Cisjordanie deviennent un terrain d'expérimentation pour le matériel militaire. Israël est le seul pays du Moyen-Orient qui possède des armes nucléaires et interdit tout contrôle des autorités nucléaires internationales (AIEA). Israël a les mains libres, dans la mesure où sa politique correspond à celle de la «civilisation occidentale», les vieilles puissances dominantes.

3 UN OUTIL POUR DIVISER LES PEUPLES

«Nous allons perdre le privilège précieux qui est le nôtre: décider au cas par cas les conditions d'engagement de nos forces», tel est l'argument de Jospin au nom du PS contre la décision de Sarkozy de participer au commandement militaire de l'Otan. Pour ajouter: «Nous pouvons rester amis des Américains sans leur être subordonnés.» Fabius s'est indigné devant le Parlement d'«une rupture du consensus national», pendant que Chevènement protestait: «Nous sommes tributaires d'une alliance qui obéit au tropisme de la politique américaine.» Ce sont là les principaux arguments de l'opposition parlementaire, y compris du PCF, qui met en avant l'indépendance nationale, sans jamais critiquer le fond, la politique des puissances impérialistes, France comprise. Le PS n'hésite pas à faire référence à De Gaulle, alors que ce parti combattait sa politique de «la chaise vide» lorsqu'il décida que la France devait quitter le commandement militaire. Mal placé aussi, quand on se rappelle qu'il a approuvé le traité de Lisbonne, signé par Jospin aux côtés de Chirac, qui stipule que la défense européenne s'inscrit dans la politique de l'Otan et le respect des accords passés dans ce cadre. Mal placé encore, lui qui était au gouvernement quand a été décidée l'intervention militaire en Afghanistan. Nous ne combattons pas, pour notre part, la politique de Sarkozy au nom de l'indépendance nationale ou d'une défense européenne tout autant au service des multinationales que l'est l'Otan. Nous combattons la politique des puissances impérialistes, au nom d'une politique internationaliste visant à l'unité des opprimés par-delà les frontières.

6 UN PIVOT DU MILITARISME

«Notre sécurité sera d'autant mieux garantie, et nos chances de succès face aux crises seront d'autant plus grandes, que le réseau de nos partenariats se développera et que nos capacités d'action, politiques, économiques, d'aide au développement et militaires seront mises en commun», écrivaient, en janvier, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, dans une tribune parue dans Le Monde. C'est à ce souci des grandes puissances que prétendent répondre le G20, qui se tiendra le 2 avril à Londres, et le sommet de l'Otan. Face à la crise globale, il leur est nécessaire de redéfinir une réponse globale. Mais leur incurie s'affiche derrière les grands discours. Ils sont tout autant incapables d'enrayer la crise financière, économique, qu'ils sont incapables de maîtriser l'exacerbation des tensions internationales qu'elle entraîne. Les nouvelles tensions avec la Russie en sont un exemple. Les politiques de relance sont un échec, et la priorité donnée lors des préparatifs du G20 est de renflouer les banques, c'est-à-dire les profits. La lutte pour l'appropriation des richesses, le contrôle des sources d'énergie ou de matières premières va s'intensifier. La nécessité de faire face aux révoltes des peuples devient de plus en plus préoccupante pour les maîtres du monde. Le redéploiement global de l'Otan, la montée du militarisme sont leur réponse pour le maintien de leur hégémonie, alors que les rapports de forces internationaux sont bousculés par la crise mondiale. Le combat contre les conséquences dramatiques de la crise est indissociable du combat contre la guerre et le militarisme, pour la démocratie et la paix.



4 LE GARANT DE L'ORDRE CAPITALISTE MONDIAL

peuples opprimés, l'élection à la présidence des Etats-Unis d'un président noir, se démarquant de la brutalité de son prédécesseur est apparue comme l'espoir d'un changement. Rien n'indique cependant que Barack Obama s'écarte des choix fondamentaux de défense des intérêts impérialistes. Sa mission est de «restaurer le leadership des Etats-Unis le monde», en essayant, dans ce but, de rompre l'isolement des Etats-Unis. Cette politique de dialogue, accompagnée de gestes de rupture avec l'administration Bush (fermeture du camp de Guantanamo, amélioration des relations avec Cuba, ouverture de discussions avec l'Iran), ne saurait constituer un changement fondamental. Avec les discours agressifs de l'administration Bush, de nouvelles relations diplomatiques sont initiées avec l'Iran. Ainsi, cette nation a-t-elle été officiellement invitée à rejoindre le réseau d'Etat à la maison Blanche à participer à une conférence internationale sur l'Afghanistan prévue pour la fin mars. Mais cette «ouverture» en direction de Téhéran n'est que le début, si elle est poursuivie, de ce qui est poursuivi, de permettre à l'administration américaine d'accroître sa domination sur la région, au détriment de la Russie et, indirectement, de la Chine. Cette continuité s'exprime au Moyen-Orient, vis-à-vis d'Israël, en Irak, en Afghanistan. Rien ne dit que la promesse de retirer les troupes d'Irak à partir de 2010 ne sera tenue. Elle ne pourrait bien être qu'un argument pour justifier l'envoi de renforts en Afghanistan. La paix dont parlent les dirigeants impérialistes, c'est le maintien de leur domination sur le monde. Nous, nous, défendons le droit des peuples à l'autodétermination.





MADAGASCAR COUP D'ÉTAT ET CORRUPTION

La lutte pour le pouvoir de deux milliardaires s'est soldée par la victoire d'Andry Rajoelina. Le mouvement populaire doit faire entendre sa voix.

LA crise, qui a duré deux mois, vient de connaître son dénouement. Marc Ravalomanana, président depuis 2002, a transféré le pouvoir à un directoire militaire qui lui était acquis. Celui-ci a été contraint, sous la menace des armes, de transférer tous ses pouvoirs à Andry Rajoelina, le maire destitué de ses fonctions de la capitale Antananarivo. Cet imbroglio ne doit pas cacher la réalité. Rajoelina a pris le pouvoir par un coup d'Etat.

La France voit ce coup d'Etat d'un bon œil. Au plus fort de la crise, elle a hébergé Rajoelina à son ambassade. Même si la France proclame son impartialité, cela n'empêche pas son ambassadeur, nouvellement nommé, de faire «une visite de courtoisie» à Rajoelina avant sa cérémonie d'installation au pouvoir en lui assurant que la coopération économique serait maintenue. Soutien de taille quand on sait que la France est le premier bailleur du pays. Cela tranche avec les condamnations unanimes du coup d'Etat de l'Union africaine, de la SADC (groupement des pays d'Afrique australe), de l'Union européenne. Les Etats-Unis et la Norvège ont suspendu leur aide économique. Du coup, Sarkozy a dû assouplir sa position et parler de coup d'Etat sans pour autant remettre en cause l'aide économique.

La grande force de Rajoelina, c'est d'avoir catalysé toutes les oppositions au pouvoir en place. L'incapacité de Ravalomanana à améliorer les conditions de vie des populations, sa corruption, ses dérives autoritaires et sa politique ultralibérale étaient devenues insupportables. Les premières décisions de Rajoelina sont inquiétantes, puisqu'il vient de suspendre l'Assemblée nationale et le Sénat, d'instaurer un gouvernement de transition pour deux ans et parle d'aller vers une quatrième République. Il est vraisemblable qu'il procédera à une modification de la Constitution qui actuellement fixe à 40 ans l'âge minimum pour être président de la République, lui-même n'en ayant que 34.

Les organisations des travailleurs et des paysans, qui ont parachevé un processus d'unité de leur mouvement, doivent faire irruption sur la scène politique et mettre en avant les principales revendications, notamment contre la spéculation financière sur les produits de première nécessité, et les expropriations des terres au profit des grands trusts. Le foisonnement d'organisations dans les quartiers et les villages est un point d'appui pour mener cette lutte. Notre vigilance est de mise pour engager les mouvements de solidarité avec les luttes futures de la population malgache. Dès à présent, une pétition circule¹ contre la répression qu'a subie la communauté paysanne du hameau d'Ankorondrano dont plusieurs membres sont condamnés à mort et d'autres à des peines de travaux forcés pour avoir résisté à l'expropriation de leur terre.

Paul Martial

1. www.afaspa.org



MADAGASCAR



Horsham (Royaume-Uni), le 14 mars 2009. Photo de famille des ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales lors du dernier G20 de crise, qualifié de « sommet historique » et qui s'est terminé par l'autosatisfaction des participants. REUTERS/STEPHEN HIRD

G20 NE PAS LES LAISSER CONTINUER

Face à la supercherie du G20 du 2 avril à Londres, le mouvement altermondialiste se doit de tracer les contours d'une alternative anticapitaliste.



Le G20 réunit les pays du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie) ainsi que l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Indonésie, le Mexique, la Turquie et l'Union européenne auxquels il faut ajouter la Banque centrale européenne, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Pour comprendre l'enjeu de ce nouveau sommet, il est utile de se référer à la déclaration officielle du dernier sommet du G20 qui s'est tenu en novembre 2008, en pleine crise, à Washington : « Nous serons guidés dans nos travaux par la conviction commune que les principes du marché, des économies ouvertes et des marchés financiers correctement réglementés favorisent le dynamisme, l'innovation et l'esprit d'entreprise qui sont indispensables à la croissance économique, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté. Durant la période de croissance mon-

diale soutenue, d'essor de flux de capitaux et de stabilité prolongée qui a marqué les débuts de cette décennie, les acteurs des marchés ont cherché à obtenir des rendements plus élevés sans évaluer les risques de façon adéquate et sans faire preuve de la vigilance requise. » En gros, on continue comme avant, mais il faut mieux réglementer les marchés financiers. Sauf que si les marchés financiers occupent une telle place dans l'économie mondiale, c'est bien la conséquence des politiques, initiées par Reagan aux Etats-Unis et Thatcher en Grande-Bretagne et reprises par tous les gouvernements, qui ont consisté à diminuer de l'ordre de 10% la part des salaires dans les richesses produites, à laminer les services publics, les systèmes de santé, de protection sociale et des retraites. Et c'est bien aux racines de cette politique-là qu'il faut aujourd'hui s'attaquer. Il ne s'agira pas de se laisser illusionner par les discours enflammés que ne manqueront pas de faire Obama, Sarkozy et Compagnie

contre des paradis fiscaux. Car la première mesure sérieuse à prendre serait la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire. Elle seule permettrait une réelle levée du secret bancaire et le contrôle et la traçabilité des opérations financières. Il s'agit aussi, face à la tentative du G20 de relooker un système économique défaillant et mortifère, de défendre un programme d'urgence au cœur duquel doivent figurer la diminution du temps de travail, une redistribution massive de la richesse au profit du plus grand nombre, le droit à la souveraineté alimentaire, le retrait de toutes les troupes d'occupation et la préservation des grands équilibres écologiques. Ce sont ces exigences que les mobilisations qui se dérouleront dans le monde entier à l'occasion de la tenue du G20, le 28 mars, feront entendre.

Léonce Aguirre

et aussi

À GAUCHE, MODÉRÉMENT, AU SALVADOR. C'est le candidat de gauche, Mauricio Funes, qui a gagné l'élection présidentielle du 15 mars. Se déclarant « plus proche de Lula que de Chávez » le nouveau président s'est engagé à ne pas remettre en cause le traité de libre-échange signé avec les Etats-Unis, ni l'adoption du dollar comme monnaie nationale, témoins de l'extrême vulnérabilité politique et économique du « petit poucet » de l'Amérique centrale. Rongé par la misère, la corruption et la violence, le Salvador compte parmi les pays les plus pauvres du continent. Le FMLN, dont Funes était le candidat, accède donc au pouvoir. Conduit à déposer les armes en 1992, après de longues années de lutte clandestine, le FMLN bénéficie d'un soutien de masse incontestable. Il aura fort à faire pour ne pas décevoir la confiance qu'il suscite toujours dans la majorité misérable de la population.

MADOFF EN PRISON. 150 ans de prison ont été requis contre Madoff, cet homme d'affaires new-yorkais, ancien président du Nasdaq, dont la fraude sur une trentaine d'années s'élève à 64,8 milliards de dollars. La recette qui assurait la prospérité de son fonds d'investissement,

complètement fictif, était simple : il rémunérait les anciens acquéreurs grâce à l'argent investi par les nouveaux. Une escroquerie tellement proche des spéculations ayant cours sur les marchés financiers que les plus grandes banques ainsi que des riches individus s'y sont laissés prendre et y ont dilapidé des fortunes.

LA FRANCE HORS-LA-LOI À MAYOTTE. Le gouvernement organise, en catimini, le 29 mars un référendum à Mayotte, île de l'archipel des Comores, pour la transformer en « département français d'outre-mer » (DOM) puis, à partir de 2011, en « région ultrapériphérique » de l'Union européenne. Depuis 33 ans, en contradiction avec une vingtaine de résolutions de l'ONU, la France occupe illégalement une partie du territoire comorien. Les associations comoriennes exigent l'annulation du référendum, l'abrogation du « visa Balladur » qui interdit la libre circulation des Comoriens entre Mayotte et les autres îles de l'archipel et l'ouverture de négociations pour la restitution de Mayotte aux Comores.

L'ARMÉE ISRAËLIENNE ACCUSÉE. Le document remis lundi 23 mars par neuf rapporteurs des Nations unies au Conseil des droits de l'Homme fait état des exactions commises par l'armée israélienne lors de son offensive, du 27 décembre 2008 au 17 janvier 2009, dans la Bande de Gaza. Leur rapport fait état de 1 440 morts, dont 431 enfants et 114 femmes. Quant à Robert Falk, rapporteur du Conseil des droits de l'Homme, il dénonce « une forme de guerre inhumaine qui tue, mutilé et blesse psychologiquement ».

ÉLU AVANT LES ÉLECTIONS. Il est d'ores et déjà acquis que l'actuel président de la Commission européenne, le très libéral José Manuel Barroso, sera reconduit dans ses fonctions. Il est soutenu non seulement par les gouvernements de droite, qui sont majoritaires dans l'Union européenne, mais aussi par trois Premiers ministres socialistes, Gordon Brown (Grande-Bretagne), José Luis Zapatero (Espagne) et José Socrates (Portugal). Quant au nouveau Parlement européen, élu en juin prochain, il ne lui restera plus qu'à entériner ce choix.



MUSIQUE CLASSIQUE
ANTONIN DVORAK / Gautier Capuçon, Paavo Jarvi
VIRGIN CLASSICS

Antonin Dvorak (1841-1907) a composé son Concerto pour violoncelle en si mineur op.104 durant l'hiver 1894-1895, à la fin de son long séjour aux Etats-Unis. Cette œuvre du Nouveau Monde est avant tout influencée par la nostalgie du pays que le compositeur tchèque a quitté depuis trois ans. De la ferveur, des plaintes, de la majesté et de la puissance dans le final allegro moderato, le concerto de Dvorak séduit le plus grand nombre, y compris les interprètes. Le nouvel enregistrement de Gautier Capuçon avec l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dirigé par Paavo Jarvi, n'est pas loin de la référence absolue, l'osmose étant totale entre un violoncelliste inspiré et un chef scrupuleux. Le Concerto pour violoncelle n°2 du compositeur irlandais Victor Herbert (1859-1924) est un complément de programme original (1 CD, 5099951903527).

Coda



MUSIQUE
ZARAZA / Amsterdam Klezmer Band
ESSAY

Dans la jungle de violons et de clarinettes qui nourrit l'actuel renouveau d'une musique klezmer, héritage flamboyant et libertaire de la culture ashkénaze ensevelie sous la Shoah, l'Amsterdam Klezmer Band a des allures de futoir punk fort sympathique. Au cœur de la capitale de la fumette et des tulipes, migrants de l'Est et survivants locaux ont donc ressuscité cette antiquité sonore à grand coup de jam (jazz?) session d'un autre temps. Mais l'anachronisme n'est-il pas la première forme de résistance à l'air du temps? A voir aussi sur scène.

King Martov



POLARS
36, BOULEVARD YALTA / Olen Steinhauer
FOLIO, «POLICIER» 7,60 EUROS

Olen Steinhauer poursuit sa saga commencée dans un commissariat d'un pays de l'Europe de l'Est non identifié ressemblant beaucoup à la Roumanie. Les deux précédents épisodes, *Cher camarade* et *Niet camarade*, racontaient le destin singulier d'un des inspecteurs de ce commissariat et, à travers lui, l'histoire de ces pays vivant sous un régime similaire. Dans ce commissariat, la police politique, l'équivalent du KGB, avait un homme à elle, Brano Sev. Pour ce 36, boulevard Yalta - siège de la police politique en question -, l'auteur s'est attaché à ce délateur, à ce bourreau qui a comme unique objectif de faire avouer les trahisons. Là, c'est lui qui se trouve pris au piège. Il faut lire cette saga se servant du polar pour faire partager des analyses et des émotions.

Nicolas Bénies



BD
LE BAR DU VIEUX FRANÇAIS / Stassen Lapière
DUPUIS, 26 EUROS

Stassen est l'un des premiers auteurs de BD à avoir choisi d'inscrire ses histoires en Afrique. Il n'a pas hésité à s'attaquer à des sujets comme celui du génocide au Rwanda. Il raconte ici l'histoire d'amour entre Leila, une jeune fugueuse française, et Célestin, un jeune Africain. La jeune femme veut échapper à une emprise familiale trop pesante; Célestin, jeune orphelin, fuit la culpabilité due à la mort de sa sœur, et il souhaite partir de l'institution religieuse qui s'occupe de lui. Les couleurs sont superbes, les dessins originaux et l'histoire à la fois tragique et belle.

Sylvain Pattieu



www.otan-non.org

Sur ce site, vous trouverez toutes les informations pratiques concernant la mobilisation pour le contre-sommet de l'Otan, qui se tiendra du 1^{er} au 5 avril à Strasbourg (lire pages 6 et 7): le programme, les moyens de transport, l'hébergement, etc.

www.sortirdunucleaire.org

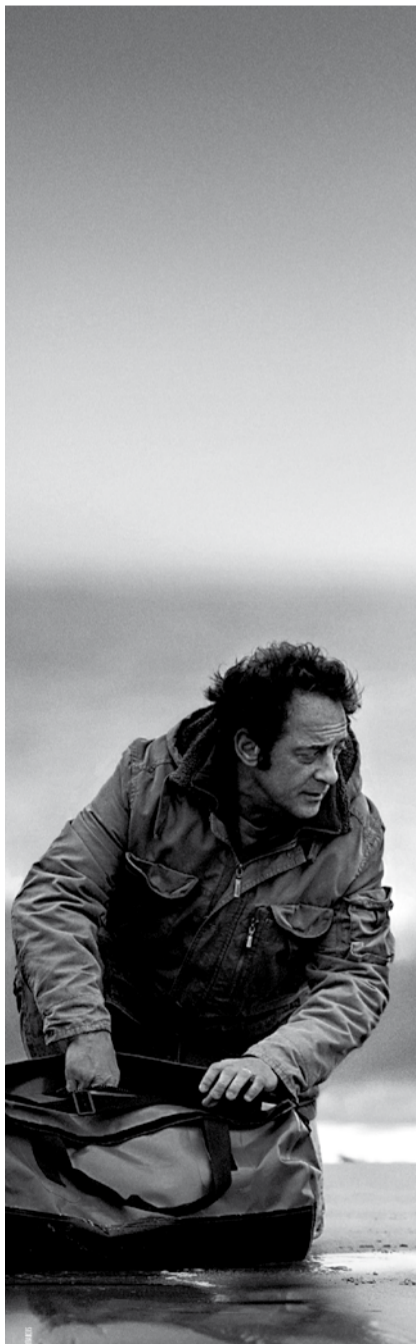
On y trouve des brochures en ligne explicatives très bien faites, qui permettent d'approfondir des sujets complexes: les déchets nucléaires, la sortie du nucléaire en cinq ou dix ans, l'ITER, l'EPR, etc. La brochure sur les déchets nucléaires donne des explications très claires sur la fission et sur les usines de retraitement qui se contentent de séparer les déchets sans en éliminer aucun. On y apprend également comment la France est régulièrement traversée par des transports routiers à hauts risques de plutonium. Un très beau travail et une visite recommandée.

www.inprecor.fr

Inprecor est une revue d'analyse de l'actualité internationale, publiée sous la responsabilité du bureau exécutif de la IV^e Internationale. Ce nouveau site contient, en accès libre et avec des outils de recherche, les archives de tous les numéros depuis sept ans, ainsi que des informations internationales mises à jour toutes les semaines. On peut y lire en particulier une série d'analyses d'économistes sur la crise qui secoue la planète.

CINÉMA BIENVENU, «WELCOME»

Le film «Welcome» a déclenché une polémique entre son réalisateur, Philippe Lioret, et le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, Eric Besson.



U Des gens à qui on écrit un numéro directement sur la main quand on les arrête. A qui on interdit l'entrée des magasins. La police qui intimide ceux qui cherchent à leur venir en aide. Qui arrête les plus engagés, que la justice enverra ensuite en prison en vertu d'une loi punissant ouvertement leur solidarité de cinq ans d'emprisonnement¹. Les voisins qui dénoncent...

Si ces évocations rappellent, à première vue, de sombres souvenirs du xx^e siècle, c'est pourtant bien en 2008 que cela se passe, en France, à Calais. C'est cette réalité bien contemporaine que Philippe Lioret expose dans *Welcome*. Bilal (Firat Ayverdi), adolescent kurde, fuit l'Irak pour rejoindre sa petite amie en Angleterre. Mais alors qu'il a déjà parcouru 4000 kilomètres, arrive l'obstacle le plus difficile: la Manche. Le coûteux recours aux passeurs aboutira, pour lui, à un échec. En cause, les contrôles, très stricts, à la frontière. Analyse du taux de CO2 des cargaisons, passage des camions aux rayons X, fouilles par des chiens, rien n'est trop moderne ni trop sophistiqué pour briser le destin des candidats à la traversée, au nom de la politique d'émigration européenne. Il ne reste alors plus

au jeune homme qu'une solution désespérée: traverser à la nage. Simon (Vincent Lindon), maître-nageur en pleine crise personnelle, rencontré à la piscine municipale, va tenter de l'aider à réaliser ce projet insensé (plusieurs clandestins ont disparu en mer en tentant cette traversée). Ce sera le début de ses ennuis avec les autorités.

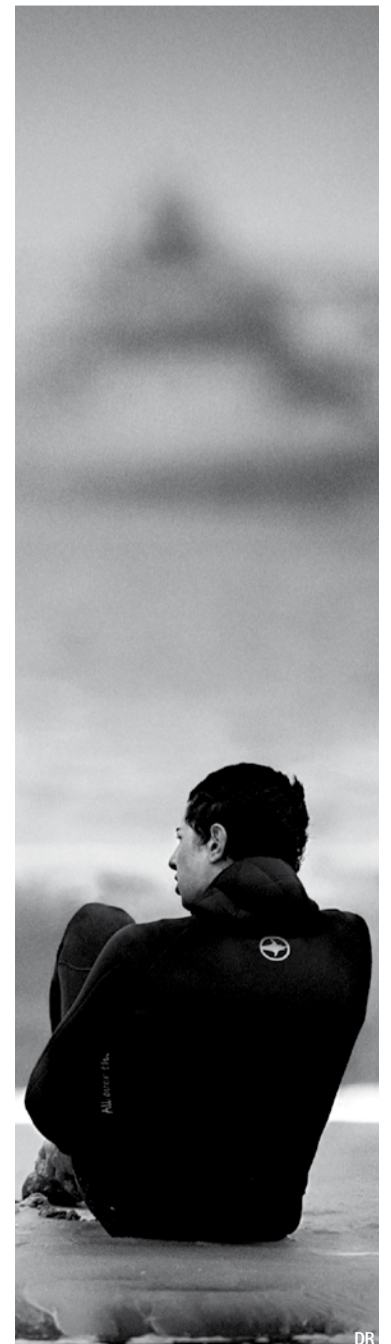
On aurait pu craindre le pire du développement des déboires personnels du maître-nageur en instance de divorce. Mais Philippe Lioret maîtrise parfaitement son art et il ne se sert de l'événement que pour mettre en relief les activités de bénévolat dans une association d'aide aux migrants de Marion (Audrey Dana). Ce qui permet, au passage, d'insister sur les pressions quotidiennes que subissent ces associations dans leurs activités: «On me demande depuis des mois d'impliquer les bénévoles et les associations pour s'en débarrasser», avouera en substance le policier qui signifie sa mise en examen à Simon. Et encore, d'après Jean-Claude Lenoir, président de l'association Salam, qui vient en aide aux migrants à Calais: «Le quotidien est souvent bien pire. Il ne se passe pas une seule journée sans que des gens soient matraqués ou gazés.»

Alors, si Eric Besson, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, trouve, au micro de RTL, que «suggérer que la police française, c'est la police de Vichy, que les Afghans sont traqués, qu'ils sont l'objet de rafles, etc., c'est insupportable», il ferait tout de même bien de se poser quelques questions au regard d'un film unanimement salué par les bénévoles locaux pour le parfait réalisme et la fidélité de son propos. Car, comme l'écrit le réalisateur dans sa réponse au ministre publiée dans *Le Monde*, il y a quand même «des mécanismes répressifs qui se ressemblent étrangement».

Aurélien Smirnoff



1. Article L 622 A du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda).





ANDRÉ GORZ OU LE SOCIALISME DIFFICILE
ARNO MÜNSTER

EDITIONS LIGNES
123 PAGES
14 EUROS



l'essai

C'EST en septembre 2007 qu'André Gorz s'est suicidé avec son épouse pour ne pas avoir à survivre après le décès programmé de celle-ci. Son avant-dernier ouvrage fut *Lettre à D. Histoire d'un amour*, paru en 2006. Mais avant – ou en même temps – d'être ce magnifique amoureux, Gorz fut un penseur, un théoricien politique des années 1960 jusqu'à sa mort. Au gré d'un parcours qui l'a vu évoluer de l'existentialisme à l'écologie anticapitaliste, on retiendra sa volonté de penser en dehors des dogmes et des pensées prémâchées, une capacité à percevoir avec un temps d'avance les questions qui se sont posées aux sociétés du capitalisme avancé. Cofondateur du *Nouvel Observateur* et animateur des *Temps Modernes*, André Gorz a vécu ses années de formation « à l'ombre de Sartre ».

Mais c'est surtout sa participation à l'émergence de l'écologie politique, dont il sera quasiment le seul théoricien digne de ce nom en France dans les années 1970, qui fera son succès. Ses analyses sur la société nucléaire, sa volonté de revivifier le socialisme à la lumière de l'écologie ne peuvent que nous inciter à lire ou relire un certain nombre d'écrits, y compris pour les critiquer, tant ils soulèvent de débats, aujourd'hui comme dans les années 1970.

C'est tout le mérite d'Arno Münster d'avoir réussi à synthétiser en quelques pages une vie faite de combats et de débats, d'actions et d'écrits, les deux étant inséparables chez Gorz. Bien sûr, on pourra regretter que le format du livre ne permette pas d'entrer plus avant dans les controverses autour de la pensée gorzienne, mais l'écriture même de Münster constitue un émouvant portrait et est une invitation à la découverte de ses écrits. Signalons par ailleurs, pour les lecteurs intéressés par une lecture critique des théories de Gorz sur le travail, qu'ils peuvent se reporter aux écrits de notre camarade Antoine Artous, notamment *Travail et Emancipation sociale*.

Vincent Gay
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.labreche.com

POLITIQUE DANS LES ENTREPRISES // **NOUS ASSUMONS**

Le leader de la CFTD, François Chérèque, a qualifié de « rapaces » les militants du NPA qui viennent apporter leur soutien aux salariés des entreprises touchées par les licenciements. En période de crise, c'est sûr, la politique du NPA dérange.



Aulnay-sous-Bois, le 12 décembre 2007. Olivier Besancenot à la sortie des usines de Citroën. JMB

Si la politisation est importante, c'est que la crise économique dévoile la brutalité du système. Les capitalistes frappent encore plus durement les salariés pour tenter de trouver une issue à la crise qu'ils ont provoquée. La légitimité du capitalisme, qui engraisse les actionnaires, appauvrit et précarise les plus pauvres, est profondément contestée. La politisation est aussi due à Sarkozy qui incarne parfaitement la morgue de la classe dirigeante, sans fusible entre lui et la colère que sa politique provoque. Massivement rejeté, il concentre sur sa personne l'envie d'en découdre. Il est alors impératif, pour ceux qui gouvernent et veulent à tout prix éviter une crise politique ouverte, d'allumer des contre-feux, de faire diversion. C'est la principale fonction de ce feu croisé contre le NPA. Mais, puisque ces messieurs se retrouvent pour nous contester le droit d'intervenir sur le champ social, répondons sur le fond. Nous refusons la division entre le social, qui serait le domaine du syndicalisme, malheureusement trop souvent réduit à l'accompagnement et à la négociation entre « partenaires sociaux », et la politique, à savoir les élections, qui serait le terrain privilégié, voire le seul terrain d'action des partis. Ce n'est notre conception ni des luttes sociales, ni du combat politique. Le rôle de notre parti n'est pas de gérer les institutions faites par et pour ce système. Contrairement au Parti socialiste, quand nous nous présentons aux élections, quand nous avons des élus, c'est pour porter le même programme anticapitaliste, le même projet de société que nous défendons dans les luttes.

Nous construisons le NPA comme un outil pour résister et lutter dans les entreprises, les quartiers populaires, la jeunesse, parce que, comme nous l'avons écrit dans nos principes fondateurs : « Pour changer le cours de l'histoire, il faut que la majorité de la population [...] prenne conscience de sa force, en s'organisant sur le lieu de travail ou le quartier, dans un syndicat ou une association, comme au niveau politique. » La démocratie syndicale veut que les décisions du syndicat soient prises par les syndicalistes eux-mêmes. Les militants du NPA, qui sont présents au quotidien dans les entreprises, n'en déplaise à François Chérèque, respectent ce principe, tout en défendant leur point de vue pour la convergence des luttes, pour une plateforme revendicative offensive, pour la construction de la grève générale. Il n'y a pas de champs réservés. Aujourd'hui, pour construire le rapport de forces, il est indispensable que toutes les forces tirent dans le même sens. De multiples collectifs de mobilisation, rassemblant des partis, des organisations syndicales et des associations, se sont créés et se créent dans des villes et régions pour unir les colères, faire force et nombre, contre les licenciements, contre la vie chère ou en défense des services publics. Le NPA a fait des propositions à tous les partis de gauche pour agir ensemble, proposer des perspectives, soutenir et populariser les luttes des salariés. Malheureusement, cette proposition n'a pas été reprise. Alors, si le PCF appelle au respect des choix syndicaux, si Marie-George Buffet dit ne pas chercher « à remplacer les syndicats », ce n'est pas par respect de l'indépendance, mais fondamentalement parce qu'elle

est d'accord avec la stratégie suivie par les organisations syndicales et que, pour elle, l'écart entre les deux manifestations (du 29 janvier et du 19 mars) « n'est pas un problème ». La direction du PCF ne veut pas d'une issue politique ouverte par la mobilisation, sa perspective reste électorale, son horizon est, comme elle le dit elle-même, « le rassemblement des forces politiques de gauche dans le Front de gauche pour les européennes de juin ». Alors oui, mille fois oui, nous assumons. Le NPA est et sera présent dans et devant les entreprises, le NPA met toutes ses forces pour construire la grève générale. Les patrons font tous les jours de la politique, mènent la lutte de classes et imposent leur conception de la société, partout et d'abord dans les entreprises, à coup de licenciements, de chômage technique, de dégradation des conditions de travail et de blocage des salaires. Les journées de grève et de manifestations des 29 janvier et 19 mars montrent notre force. Le problème n'est pas que le NPA politise, mais qu'un dirigeant syndical comme François Chérèque, interrogé sur sa crainte d'un « embrasement social », réponde : « Je ne le crains pas pour l'instant et je ne le souhaite évidemment pas. [...] Aucune grande confédération ne veut aller dans ce sens, et l'intersyndicale est assez solide pour canaliser les tensions. » Nous sommes nombreux et nombreuses à vouloir lui donner tort, et pas seulement au NPA.

Christine Poupin

Dossier #1

Brochure NPA
« Pour en finir avec le militarisme et la guerre »
prix : 1 euro (frais de port inclus)
Pour toute commande, envoyer un chèque à l'ordre du « NPA », à NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, ainsi que vos coordonnées en majuscules.

POUR EN FINIR AVEC LE MILITARISME ET LA GUERRE

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : **www.npa2009.org** // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

DÈS LA SEMAINE PROCHAINE, SOYEZ AU RENDEZ-VOUS DE CE COURRIER DES LECTEURS. NOUS ATTENDONS VOS CONTRIBUTIONS QUE NOUS PUBLIERONS DANS CETTE PAGE DÈS LORS QU'ELLES N'EXCÈDENT PAS 500 SIGNES (SINON ON COUPE!) ET QU'ELLES SONT SIGNÉES (NE SERONT PUBLIÉES QUE VOS INITIALES).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org



COMITÉ POLITIQUE NATIONAL PREMIÈRE

Le conseil politique national du NPA, direction élue lors du congrès fondateur en février dernier, s'est réuni les 7 et 8 mars à La Plaine-Saint-Denis.

Il était essentiel que le conseil politique national (CPN) du NPA se positionne dans un contexte politique et social particulier, avec la grève générale aux Antilles, de fortes mobilisations dans différents secteurs, comme la recherche et l'enseignement, et la préparation de la journée interprofessionnelle et intersyndicale du 19 mars, mais il lui fallait aussi mettre en place un système de presse, des moyens financiers, un comité exécutif (CE) et des commissions de travail. La masse de travail et les délais ont empêché d'avoir des discussions sur le fonctionnement du CPN, son lien à la fois au CE et aux comités. Beaucoup de membres du CPN ont déploré que, sur certains aspects, l'information n'ait pas mieux circulé en amont. Ce sont des problèmes auxquels il va falloir remédier. Comme le congrès en a décidé, notre système de

presse et de communication est constitué d'un site Internet, outil privilégié chargé de la réactivité quotidienne, d'un hebdomadaire destiné à un public large, et d'une revue pour les militants et sympathisants proches. Un numéro zéro de l'hebdomadaire a été distribué au CPN, afin que chacun et chacune puisse faire des remarques et choisir le nom, pour l'hebdo et la revue: *Tout est à nous!* Concernant le financement du NPA, les camarades réunis ont amendé les propositions faites lors du congrès fondateur et ils ont voté une grille définitive. Un comité exécutif a été élu, grâce au travail d'une commission mise en place pendant ce CPN. Avec plus de femmes que d'hommes et représentatif de l'ensemble des composantes du NPA, il est composé de 31 membres. Il est chargé de mettre en œuvre les orientations du congrès et les décisions du CPN. Il travaille en lien avec le CPN, les équipes locales et les commissions du NPA. Se réunissant chaque semaine, ou tous les

quinze jours selon les périodes, il réagit à l'actualité sociale et politique, produit le matériel dont les comités ont besoin et participe aux réunions unitaires. Afin de définir la stratégie à venir du NPA, deux résolutions ont été rédigées et adoptées. La résolution politique et sociale est centrée sur la situation actuelle, marquée par l'aggravation de la crise mais aussi par la formidable mobilisation des peuples des Antilles, alors que se dessinent des possibilités d'aller vers une généralisation des luttes. La résolution sur les élections européennes réaffirme notre position adoptée lors de notre congrès de fondation, fait le bilan des réunions unitaires avec le PCF, le Parti de gauche (PG), la Fédération et Les Alternatifs. Elle pose le contenu et le profil de notre campagne autour des axes suivants: une Europe sociale, démocratique, écologique, une Europe des droits des femmes, antimilitariste et anti-impérialiste. La préparation des élections européennes a été amorcée par

les camarades de chaque grande circonscription: désignation des têtes de listes à partir des propositions faites par l'exécutif provisoire, choix des critères de constitution des listes, organisation de la campagne (équipes de travail, réunions, meetings). Chacun et chacune a pu aussi s'investir dans une des quelques commissions thématiques de travail qui se sont réunies: «Ecologie», «Internationale», «Jeunes», «Intervention sur les lieux de travail», «Université d'été» et «Quartiers populaires». Ce premier CPN a servi à poser les bases de notre organisation nationale. Les prochains permettront à toutes et tous de prendre en main l'organisation du NPA, de couvrir l'ensemble des tâches, pour continuer à construire ensemble cet outil politique de résistance, de lutte et d'organisation dont nous avons besoin.

Agathe Bonfils, Myriam Duboz



Rennes, le 29 mars 2009. Cortège du comité NPA lors de la manifestation interprofessionnelle. TN

et aussi

BON SCORE DU NPA À PRIVAS (ARDÈCHE). Cécile Brunon (professeure des écoles) et Armand Berthelot (salarié de la grande distribution), candidats du NPA lors du premier tour de l'élection cantonale partielle de Privas, dimanche 22 mars, ont obtenu 6,2% des voix. Leur campagne reprenait le slogan «Ce n'est pas à nous de payer la crise du capitalisme». Les discussions préalables n'ont pas permis de trouver un accord avec le Front de Gauche (9%), le Parti communiste voulant maintenir son partenariat avec le PS (38%) pour la gestion du département. Au final, avec 6,2% des voix, on peut parler d'un début de réelle implantation locale pour le NPA. Les Verts, profitant entre autres de la popularité d'une suppléante appartenant à la Confédération paysanne, réalisent un surprenant 10,3%. La droite a obtenu 31,6% des voix.

40 À RODEZ. Vendredi 13 mars, s'est tenue la première réunion publique du comité NPA de Rodez, qui a rassemblé une quarantaine de personnes. Après une présentation de l'activité du comité et l'intervention d'un lycéen, Myriam Martin, membre du comité exécutif du NPA et tête de liste aux européennes pour la région Sud-Ouest, a fait un point sur la situation politique sociale actuelle. Elle a pris les Antilles pour exemple et souligné la nécessité de créer un «tous ensemble» sur la même ligne que celle du LKP en Guadeloupe, l'unité.

En France comme aux Antilles
Pas question de payer leur crise!

MEETING
OLIVIER BESANCENOT
Omar SLAOUTI
tête de liste Ile-de-France Européennes 2009
Alex LOLLIA
LKP Guadeloupe
Emmanuelle RIO (enseignante-chercheuse)
Nsuni MET (infirmière)

Jeudi 2 avril à 20h
MONTREUIL
128 rue de Paris
métro Robespierre

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

MEETING ILE-DE-FRANCE DU NPA
ESPACE PARIS-EST-MONTREUIL (128, RUE DE PARIS, À MONTREUIL, M° ROBESPIERRE).

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM
L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER
L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



Un criminel de bonne foi

Dans l'impitoyable compétition réactionnaire des chefs des différentes Eglises, Joseph Ratzinger a pris quelques longueurs d'avance, accumulant gestes et déclarations odieux. D'abord, en levant l'excommunication de quatre évêques traditionalistes, dont l'un est un antisémite et négationniste avéré, affirmant sans broncher que les chambres à gaz n'ont pas existé. Ensuite, le patron du Vatican a approuvé la hiérarchie catholique brésilienne, qui a excommunié une fillette de 9 ans ayant avorté après un viol, ainsi d'ailleurs que sa mère et les médecins qui ont pratiqué l'interruption de grossesse. Et, pour finir – en attendant plus fort encore? –, Benoît XVI vient de

nouveau, juste avant de débiter son périple en Afrique, de condamner l'usage du préservatif qui, selon lui, non seulement ne permettra pas d'enrayer la pandémie de sida mais risque... «d'aggraver le problème». Des Jeunesses hitlériennes au trône de Saint-Pierre, un parcours vraiment sans faute. Des militants écologistes et du PCF ainsi que des militants d'Act-up ont organisé, dimanche 22 mars, des protestations (*Die-in*) sur le parvis de Notre-Dame de Paris. Ils y ont été agressés par une vingtaine de militants fascistes. Benoît a les défenseurs qu'il mérite.

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



ACT UP

GRÈVE DES AVOUÉS

Secteur peu connu, y compris dans le milieu judiciaire, les salariés des études d'avoués (3000 salariés) sont placés devant le même choix que bon nombre de salariés : lutter ou disparaître. Composés à 80% de femmes, les avoués et leurs salariés remplissent, dans quelques centaines d'études, des fonctions de service public auprès des cours d'appel pour certaines juridictions (affaires familiales...) et sont chargés de la mise en état des dossiers, de la notification des jugements et de l'archivage des dossiers, fonctions dévolues habituellement aux personnels du ministère. Le gouvernement et la ministre de la Justice ont décidé, dans le cadre de la «réforme» de la carte judiciaire de supprimer leur profession. Après la désignation d'un médiateur et devant le refus de gouvernement de mettre en place un plan social pour la branche, les syndicats et une association professionnelle ont appelé les salariés à être en grève totale, les 26 et 27 mars 2009.

UNE LISTE ANTISÉMITES AUX EUROPÉENNES ?

Dieudonné annonçait, samedi 21 mars, son intention de présenter une liste aux élections européennes. Le pamphlétaire évoquait la possible présence, parmi ses colistiers franciliens, de Ginette Skandrani, et il laissait planer le doute sur celle de Robert Faurisson, tous deux militants négationnistes. D'autres, tels que le nationaliste Alain Soral, l'assimilationniste Ahmed Moualek, le séparatiste Kémi Séba, des militants chiites radicaux du Centre Zahra, ou autres sectaires de Neturei Karta, pourraient se joindre au propriétaire du théâtre de la Main d'Or. Que peut-il y avoir de commun entre tous ces individus aux projets politiques peu conciliables?

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES EN DANGER

Il faut faire lâcher prise au pitbull Medef ! Alors que le taux de chômage explose, le patronat veut imposer un nouvel accord sur les régimes de retraite complémentaire Agirc (cadres) et Arcco (tous les salariés). Il exige de relever de 60 à 61 ans l'âge minimal de départ à la retraite à taux plein. Le relèvement se ferait, entre 2011 et 2014, en augmentant d'un trimestre par an. Le montant des pensions a chuté, en dix ans, de 5,82% à l'Arcco et de 5,59% à l'Agirc. Il va de nouveau diminuer. La valeur du point de ces régimes sera augmentée de 1,3% le 1^{er} avril, mais son prix d'achat, augmentera de 1,8%.

“ NO COMMENT ”
Les militants NPA font le tour des entreprises en difficulté. Ça fait un peu rapace, on attend la misère pour agir (FRANÇOIS CHÉRÈQUE, LEADER DE LA CFTD)

LE PERMIS D'EXPULSER

Le 15 mars, c'était la fin de «la trêve hivernale», qui n'a rien d'une pause pour ceux qui vivent – et meurent – dans la rue, ou dans la peur d'y finir. 10719 expulsions en 2007, 11322 en 2008... Actuellement, 1,5 million de personnes sont déjà en impayés de loyers ou de charges. Crise, augmentations des prix et des licenciements : les demandes d'expulsion vont encore augmenter et la ministre du Logement, Christine Boutin, nous la fait au sentiment : «Pas d'expulsion locative sans solution de remplacement.» Une fois de plus, des solutions d'hébergement provisoires en foyer ou en hôtel qui vont précariser encore plus ! Des sommes folles dépensées pour ces hébergements ou pour démolir des logements sociaux, mais rien pour construire le million de logements nécessaire. Arrêt des expulsions ; baisse des loyers, des charges ; construction de vrais logements sociaux ; application de la loi de réquisition.

Selon Dieudonné, l'opération consiste à faire un «appel aux insoumis de ce système», de «s'amuser de [leurs] différences» et de revendiquer «une liberté d'expression totale». En clair, au-delà des lois antiracistes en vigueur. L'objectif affiché est de substituer au clivage gauche-droite un clivage sionistes-antisémites et ainsi de se libérer du «système sioniste». Car, qu'il s'agisse du colonialisme métropolitain aux Antilles, des rapports impérialistes Nord-Sud, de la crise financière et de ses conséquences, de l'Europe ou de l'Otan, pour Dieudonné, «l'antisionisme sera la grande ligne de fracture [...]», le sionisme gangrène la France, c'est un danger... De nouveau, sous couvert d'«antisionisme», le vieil antisémitisme associant les Juifs au pouvoir politique, économique, médiatique, transpire dans le fatras idéologique de l'ex-humoriste. Que cette liste soit déposée ou non, le danger réside, d'ici au scrutin européen, dans la volonté de Dieudonné et de ses comparses de créer de multiples «buzz» autour de mises en scène «politiquement incorrectes» afin de distiller leur idéologie de haine.

Les retraites complémentaires représentent souvent entre 50 et 70% de la retraite. Il faudrait cotiser plus longtemps et accepter une nouvelle baisse des revenus des retraités. C'est une nouvelle régression inacceptable. Dans le cadre des mobilisations qui doivent se poursuivre sans tarder, la plateforme revendicative doit absolument intégrer la défense des retraites.

LE CHIFFRE

368 000 euros

C'est, selon le ministère du Budget, le montant du chèque que va toucher, en moyenne, chacune des 384 familles françaises disposant d'un patrimoine supérieur à 15,5 millions d'euros, en application du bouclier fiscal. Chacune de ces riches familles va donc recevoir, pour les remercier de rester en France, un montant équivalent à la construction d'un gymnase communal. Mais il vaut mieux que tout cet argent leur soit donné car, comme le dit Jean-François Copé, responsable du groupe parlementaire UMP, «en temps de crise, on a besoin des gens fortunés».

LUTTE À GSK-EVREUX

Mercredi 11 mars, les salariés de l'entreprise pharmaceutique GSK-Evreux (Eure) se sont mis spontanément en grève contre 800 licenciements. Ils ont bloqué, jour et nuit, les portes du site, empêchant toute entrée ou sortie de camions. Les négociations entre la direction et les syndicats piétinaient, sans transparence. La grève, massive, est partie de la base. Une délégation du NPA d'Evreux a apporté chaque jour son soutien aux grévistes. Après sept jours de grève, les représentants syndicaux ont demandé aux grévistes de reprendre le travail, malgré la faiblesse des résultats obtenus : une indemnité de 5000 euros net pour tous pour «préjudice moral» (le licenciement) et le paiement des jours de grève par des RTT supplémentaires. Partout, l'écœurement s'est exprimé et les délégués syndicaux ont été hués. Mais tout n'est pas joué. Il est urgent que ceux qui ont été actifs dans la grève s'organisent, en comité ou coordination de lutte, unissant syndiqués et non-syndiqués.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Commission paritaire : en cours
Frage : 9000 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr